



**Assemblée générale**

Distr.  
GENERALE

A/CONF.157/AFRM/14  
A/CONF.157/PC/57  
24 novembre 1992

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

---

CONFERENCE MONDIALE SUR LES DROITS DE L'HOMME

RAPPORT DE LA REUNION REGIONALE POUR L'AFRIQUE DE  
LA CONFERENCE MONDIALE SUR LES DROITS DE L'HOMME

Tunis, 2-6 novembre 1992

Rapporteur : Mlle Jainaba Johm

## TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. DECLARATION FINALE DE LA REUNION REGIONALE POUR L'AFRIQUE DE LA CONFERENCE MONDIALE SUR LES DROITS DE L'HOMME .....		1
II. RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA REUNION REGIONALE ..		4
III. ORGANISATION DE LA REUNION REGIONALE .....	1 - 19	23
A. Ouverture de la session .....	1 - 5	
B. Election du bureau .....	6 - 7	
C. Etablissement de la Commission de vérification des pouvoirs .....	8 - 10	
D. Adoption de l'ordre du jour et du règlement intérieur .....	11 - 17	
E. Organisation des travaux .....	18 - 19	
IV. DECLARATIONS .....	20 - 29	29
V. EXAMEN DES QUESTIONS CONCERNANT LA PROTECTION ET LA PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME, Y COMPRIS L'APPLICATION DES INSTRUMENTS INTERNATIONAUX ET REGIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME .....	30 - 35	31
a) Responsabilité des individus, des groupes, des institutions et des organisations non gouvernementales en matière de protection et de promotion des droits de l'homme		
b) Rôle des gouvernements dans le renforcement de la promotion et de la protections des droits de l'homme		
c) Rôle des institutions nationales compétentes dans la promotion et la protection des droits de l'homme aux niveaux national et régional		
d) Droits de l'homme, démocratie et développement		

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
VI. EXAMEN DES QUESTIONS RELATIVES AUX OBJECTIFS DE LA CONFERENCE MONDIALE QUI REVETENT UNE IMPORTANCE PARTICULIERE POUR LA REGION : PERSPECTIVE REGIONALE .....	36 - 41	33
a) Elimination de l'apartheid et des nouvelles formes de racisme, de discrimination, de xénophobie et d'extrémisme religieux		
b) Obligation pour les Etats de coopérer et d'être solidaires dans la mise en oeuvre des droits économiques, sociaux et culturels et, en particulier, dans la réalisation du droit au développement		
c) Relation entre les droits de l'homme et les situations humanitaires et évaluation de l'efficacité des réponses d'urgence, des stratégies et des mécanismes existants pour fournir une assistance rapide appropriée et adéquate aux réfugiés et aux personnes déplacées en Afrique		
VII. EXAMEN DES ACTIVITES REGIONALES ET NATIONALES D'INFORMATION SUR LA CONFERENCE MONDIALE ET SON PROCESSUS PREPARATOIRE .....	42	35
VIII. ADOPTION DU RAPPORT .....	43 - 48	36
<u>Annexes</u>		
I. Ordre du jour .....		37
II. Liste des documents publiés à l'occasion de la Réunion régionale pour l'Afrique de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme		38

## Chapitre I

### DECLARATION FINALE DE LA REUNION REGIONALE POUR L'AFRIQUE DE LA CONFERENCE MONDIALE SUR LES DROITS DE L'HOMME

#### Déclaration de Tunis

Les ministres et les représentants des Etats africains réunis à Tunis du 2 au 6 novembre 1992, dans le cadre de la préparation de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, et conformément à la résolution 46/116 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1991,

Considérant l'importance de la prochaine Conférence mondiale sur les droits de l'homme, qui se tient à un moment marqué par des mutations importantes sur la scène internationale,

Considérant la place privilégiée qu'occupent de plus en plus la protection et la promotion des droits de l'homme dans les préoccupations de la communauté internationale,

Convaincus que le déversement de déchets toxiques en Afrique constitue une violation des droits collectifs des populations de l'Afrique,

Prenant acte avec satisfaction de l'avancée normative dans le domaine des droits de l'homme et des progrès accomplis dans leur mise en oeuvre à travers le monde,

Reconnaissant toutefois l'existence de difficultés à la fois endogènes et exogènes qui ralentissent ou entravent une mise en oeuvre satisfaisante des droits de l'homme à l'échelle universelle,

Considérant que l'un des principaux objectifs de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme est précisément d'identifier ces difficultés et de préconiser les mesures qui doivent être prises à l'échelle nationale et internationale pour les surmonter,

Conscients de l'intérêt des débats qui auront lieu au cours de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme et de l'impact des conclusions qui en résulteront sur l'orientation des activités futures de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine,

Soucieux de contribuer à la réussite de la Conférence mondiale et de faire partager à la communauté internationale les préoccupations africaines dans le domaine de la promotion des droits de l'homme et du développement,

Adoptent la présente déclaration intitulée "Déclaration de Tunis", qui reflète à la fois leurs convictions et leurs attentes :

1. Les Etats africains réaffirment leur engagement en faveur des principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

2. L'universalité des droits de l'homme est indiscutable; leur protection et leur promotion constituent un devoir pour tous les Etats, indépendamment de leur système politique, économique ou culturel.

3. Une bonne administration de la justice et l'indépendance du pouvoir judiciaire sont essentielles à l'exercice effectif des droits de l'homme. La réalisation de cet objectif n'est cependant possible que si l'on consent à un effort considérable dans le domaine de l'administration de la justice. Les Etats africains et la communauté internationale sont donc appelés à allouer davantage de ressources à ce secteur.

4. La responsabilité de la mise en oeuvre et de la promotion des droits de l'homme incombe en premier lieu aux gouvernements. Les institutions, organisations et structures constitutives de la société civile ont également un rôle important à jouer pour la sauvegarde de ces droits et leur diffusion; elles méritent de ce fait d'être renforcées et encouragées.

5. Le respect et la promotion des droits de l'homme constituent indéniablement une préoccupation mondiale et un objectif à la réalisation duquel les Etats, sans exception, sont appelés à contribuer. Toutefois, aucun modèle préconçu ne saurait être prescrit à l'échelle universelle car les réalités historiques et culturelles de chaque nation et les traditions, normes et valeurs de chaque peuple ne sauraient être ignorées.

6. Le principe de l'indivisibilité des droits de l'homme est intangible. Les droits civils et politiques ne sauraient être dissociés des droits économiques, sociaux et culturels. Aucun de ces droits n'occupe une position privilégiée par rapport aux autres.

7. La liberté politique, si elle ne s'accompagne pas du respect des droits économiques, sociaux et culturels, demeure précaire. Le droit au développement est inaliénable. Les droits de l'homme, le développement et la paix internationale sont interdépendants.

8. Des progrès durables sur la voie de l'application des droits de l'homme supposent, à l'échelle nationale, des politiques efficaces de développement et, à l'échelle internationale, des relations économiques plus équitables et un environnement économique favorable.

9. Le racisme, en particulier sous ses formes nouvelles, l'extrémisme et le fanatisme, d'origine religieuse ou autre, constituent une menace sérieuse pour la protection et la promotion des valeurs universelles des droits de l'homme. Les gouvernements, les individus, les groupes, les institutions et les organisations non gouvernementales sont appelés à déployer leurs efforts, prendre les mesures nécessaires et coopérer pour faire face à cette menace.

10. L'Afrique, qui s'est engagée sur la voie de la démocratie, de la réforme économique et de la promotion des droits de l'homme, dans un environnement économique international défavorable, et qui se trouve particulièrement exposée aux tensions internes nées de l'insatisfaction des besoins essentiels des populations et de la montée de l'extrémisme, continuera

néanmoins à assumer ses options et ses responsabilités, et demande à la communauté internationale d'assumer les siennes, notamment par un renforcement de la solidarité internationale, un accroissement adéquat de l'aide au développement et un règlement approprié du problème de la dette.

11. L'Afrique, qui demeure attachée au respect des droits individuels, réaffirme par la même occasion l'importance qu'elle accorde au respect des droits collectifs des peuples, en particulier au droit de décider de leur propre avenir et de disposer librement de leurs propres ressources. De ce fait, elle condamne la persistance de l'apartheid en Afrique du Sud et les violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme dues à l'occupation étrangère, notamment en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés, y compris Jérusalem, aux conflits armés en Somalie et à la politique de nettoyage ethnique en Bosnie-Herzégovine, et réaffirme le droit de tous les peuples à l'autodétermination et au libre choix de leurs systèmes et institutions politiques et économiques, sur la base du respect de la souveraineté nationale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats.

## Chapitre II

### RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA REUNION REGIONALE

AFRM/1. Rôle des gouvernements dans le renforcement de la promotion et de la protection des droits de l'homme

La Réunion régionale pour l'Afrique de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme,

Soulignant que les Etats, en adhérant à la Charte des Nations Unies et en adoptant la Déclaration universelle des droits de l'homme, se sont engagés à respecter, promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales de tous, sans distinction de race, de sexe, de langue, de religion, de nationalité ou de lieu d'origine,

Consciente du fait que les gouvernements et les institutions nationales sont les premiers responsables de la promotion et de la protection de tous les droits de l'homme et des libertés fondamentales, et ce parallèlement à l'adoption des mesures nécessaires pour s'acquitter de leurs obligations en tant que parties aux différents instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme,

Reconnaissant le fait que les gouvernements, en particulier dans les pays en développement, bien que pleinement déterminés à protéger et à promouvoir les droits de l'homme, peuvent rencontrer des difficultés pour s'acquitter de leurs engagements, en raison des ressources financières et matérielles limitées dont ils disposent, et que la communauté internationale devrait par conséquent les aider dans leur démarche,

1. Invite les gouvernements à s'assurer que leurs constitutions et autres instruments juridiques contiennent les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi que tout autre principe reconnu universellement, y compris dans les divers instruments des droits de l'homme auxquels ils sont parties;

2. Affirme que les gouvernements ont la responsabilité d'assurer les conditions nécessaires pour la pleine jouissance et la promotion des droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques, et en particulier pour le développement humain, le progrès social et l'amélioration du niveau de santé et d'éducation;

3. Encourage les gouvernements, avec l'appui de la communauté internationale et en tenant compte de la relation entre le développement et les droits de l'homme, à promouvoir toutes les formes du développement comme base solide pour le respect, la protection et la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

4. Demande instamment aux gouvernements de prendre toute mesure nécessaire afin de garantir que toutes les personnes, sans préjugé de race ou de conviction, puissent jouir sur un pied d'égalité des droits énoncés dans la Charte des Nations Unies, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;

5. Demande aux gouvernements d'améliorer, avec l'assistance et l'appui de la communauté internationale, leurs institutions nationales pour la protection et la promotion des droits de l'homme, en mettant l'accent en particulier sur les programmes d'éducation et de sensibilisation en vue de favoriser et d'améliorer la compréhension de ces droits par le public;

6. Souligne que le respect, la promotion et la réalisation nécessaire des droits de l'homme et des libertés fondamentales exigent aussi que tous les gouvernements s'engagent à respecter pleinement les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, notamment les principes de la souveraineté nationale, de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats.

AFRM/2. Rôle des institutions nationales dans la promotion et la protection des droits de l'homme

La Réunion régionale pour l'Afrique de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme,

Ayant présents à l'esprit la résolution 33/46 de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1978, énonçant les principes directeurs concernant la structure et le fonctionnement des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, ainsi que les principes concernant le statut de ces institutions qui sont annexés à la résolution 1992/54 de la Commission des droits de l'homme, en date du 3 mars 1992,

Rappelant la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples dont l'article 26 demande à tous les Etats parties de créer des institutions nationales chargées de la promotion et de la protection des droits de l'homme et des peuples et de renforcer les institutions existantes concernées,

Soulignant le rôle des institutions nationales dans la promotion et la diffusion des droits de l'homme, tant individuels que collectifs,

1. Enregistre avec satisfaction la création dans certains pays africains d'institutions nationales chargées de la promotion et de la protection des droits de l'homme;

2. Encourage les Etats à s'inspirer des principes des résolutions 33/46 de l'Assemblée générale et 1992/54 de la Commission des droits de l'homme pour créer, dans le cadre de leur législation nationale, des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme;



3. Encourage tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies à établir et promouvoir avec les Etats Membres de la région africaine un échange d'informations et de données d'expérience concernant la création et le renforcement d'institutions nationales chargées de la promotion et de la protection des droits de l'homme;

4. Réaffirme l'importance des institutions nationales pour concourir au processus démocratique et au renforcement de l'Etat de droit et fournir à titre consultatif des avis, recommandations, propositions et rapports concernant toutes les questions relatives à la promotion et à la protection des droits de l'homme et notamment :

- Emettre, à titre consultatif, des avis sur l'adoption et l'harmonisation de la législation, des règlements et des pratiques nationaux avec les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme
- Fournir des avis, des suggestions et des recommandations à l'occasion des réclamations ou des plaintes à propos de violations des droits de l'homme portées à leur connaissance;
- Proposer des mesures d'ordre pratique à l'intention des gouvernements et des autorités compétentes en vue d'assurer la conformité de la pratique avec la règle juridique;
- Contribuer à l'établissement des rapports que les Etats doivent présenter aux organes et comités de l'Organisation des Nations Unies, en application de leurs obligations conventionnelles;

5. Encourage les institutions nationales des Etats de la région d'Afrique à coopérer avec les organismes du système des Nations Unies, les institutions régionales et les institutions nationales d'autres pays compétentes dans le domaine de la promotion et de la protection des droits de l'homme;

6. Appelle au renforcement de la coopération entre les institutions nationales de la région africaine;

7. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de donner une suite favorable aux demandes d'assistance formulées par les Etats Membres de la région relatives à la création et au renforcement d'institutions nationales dans le cadre du programme de services consultatifs et de coopération technique dans le domaine des droits de l'homme de l'Organisation.

AFRM/3. Coopération internationale pour lutter contre la xénophobie

La Réunion régionale pour l'Afrique de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme,

Préoccupée par l'ampleur du phénomène de la xénophobie et de ses effets néfastes sur la préservation et la consolidation des droits de l'homme,

Considérant que la conjonction d'actions juridiques et d'initiatives d'ordre économique et social est nécessaire pour circonscrire ce nouveau fléau,

Se référant à la résolution 1992/5, en date du 21 août 1992, de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités où il est recommandé à la Commission des droits de l'homme de nommer un rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale et de xénophobie,

1. Réaffirme son attachement à la sauvegarde des droits et à l'épanouissement des groupes vulnérables, y compris les travailleurs migrants et leur famille ainsi que les étudiants étrangers, qui sont souvent la cible d'attitudes xénophobes;
2. Estime qu'il incombe à la communauté internationale en général et en particulier aux Etats où la xénophobie se manifeste, de prendre d'urgence des mesures concrètes pour la combattre et veiller à son éradication;
3. Appuie la recommandation faite à la Commission des droits de l'homme par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités dans sa résolution 1992/5 de nommer un rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale et de xénophobie;
4. Recommande que ce rapporteur spécial soit chargé de procéder à un examen préliminaire du phénomène de la xénophobie, afin de permettre une meilleure identification de ce fléau et l'élaboration des mesures adéquates requises pour son éradication, et de soumettre ses constatations et propositions à la Commission des droits de l'homme, à sa cinquantième session.

AFRM 4. Coopération internationale en vue de lutter contre toutes les formes d'intolérance et d'extrémisme religieux

La Réunion régionale pour l'Afrique de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme,

Rappelant que la Charte des Nations Unies réaffirme la foi de la communauté internationale dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites,

Rappelant également que la Déclaration universelle des droits de l'homme affirme, dans son article 29, que, dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique,

Reconnaissant que la liberté de croyance religieuse et son expression pacifique sont un droit fondamental de tous les êtres humains inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, dans la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction et dans d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme,

Reconnaissant également la menace provenant des mouvements fondés sur l'intolérance et l'extrémisme religieux,

Considérant que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dans son article 18, et la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, dans son article premier, stipulent que la liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi et qui sont nécessaires à la protection de la sécurité, de l'ordre et de la santé publique, ou de la morale ou des libertés et des droits fondamentaux d'autrui,

Soulignant que le principe énoncé dans le préambule de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, selon lequel il est inadmissible d'utiliser la religion ou la conviction à des fins incompatibles avec la Charte des Nations Unies, avec d'autres instruments pertinents de l'Organisation des Nations Unies et avec les buts et principes de la Déclaration,

Rappelant que toutes les religions prônent la tolérance, la paix et la fraternité,

Considérant que l'extrémisme et le terrorisme, que le prétexte en soit sectarisme, ethnicité ou religion, nient les valeurs morales et humaines des peuples et en particulier la liberté fondamentale et la tolérance,

1. Estime que l'extrémisme religieux constitue un danger réel pour la sécurité des nations et la stabilité de leurs institutions;

2. Appelle les Etats à garantir à leurs citoyens le droit à la liberté de croyance et à son expression pacifique;

3. Se félicite de la déclaration adoptée par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (Dakar, 29 juin - 1er juillet 1992) et de la déclaration publiée à l'issue de la dixième réunion au sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés (Djakarta, 1er-6 septembre 1992) qui condamnent l'extrémisme et le terrorisme et demandent à tous les Etats d'observer scrupuleusement, dans leurs relations, le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats et de respecter le principe de bon voisinage;

4. Exhorte les Etats Membres à prendre des mesures appropriées en tenant compte du fait que chaque Etat a le devoir de maîtriser la violence résultant de l'intolérance et de l'extrémisme religieux, de l'empêcher de déborder dans un autre pays et de faire face à toute utilisation de la religion à des fins incompatibles avec les droits de l'homme;

5. Estime que, parallèlement à la mise en oeuvre de mesures efficaces devant mettre fin aux effets destructeurs pour la société des actes de violence perpétrés par les extrémistes religieux, des mesures devraient être envisagées afin de contrecarrer, à leurs racines, toutes les formes d'intolérance et d'extrémisme religieux;

6. Invite la Commission des droits de l'homme à examiner la proposition du Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse se rapportant à l'élaboration d'un instrument international contraignant relatif à l'élimination de l'intolérance et de la discrimination fondées sur la religion ou la conviction, qui viendrait compléter et développer les normes déjà élaborées par la communauté internationale (E/CN.4/1992/52, par. 191);

7. Invite également la Commission des droits de l'homme à demander au Rapporteur spécial d'inclure dans son prochain rapport les mesures spécifiques prises par plusieurs pays pour lutter contre l'extrémisme et le fanatisme auxquelles il s'est référé dans son rapport (E/CN.4/1992/52, par. 186) et de soumettre des propositions de mesures à prendre pour mettre fin à ce fléau.

#### AFRM/5. Elimination de l'apartheid

La Réunion régionale pour l'Afrique de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme,

Réaffirmant la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe, adoptée par consensus le 14 décembre 1989 par l'Assemblée générale dans sa résolution S-16/1,

Rappelant le deuxième rapport du Secrétaire général sur le progrès réalisé dans la mise en oeuvre de la Déclaration (A/45/1052), le rapport du Comité spécial contre l'apartheid (A/46/22), ainsi que les rapports du Secrétaire général sur la coordination de la conduite des organismes des Nations Unies dans les questions ayant trait à l'Afrique du Sud (A/46/648) et sur des mesures concertées et efficaces en vue de l'élimination de l'apartheid (A/46/499),

Se félicitant de l'initiative concernant des négociations élargies sur l'élimination de l'apartheid par des moyens pacifiques, en vue d'établir en Afrique du Sud une société non raciale et démocratique,

Gravement préoccupée par la poursuite de la violence perpétrée à des fins politiques avec la complicité de membres des forces de sécurité,

Préoccupée par la législation discriminatoire et les dispositions de la loi sur la sécurité intérieure qui autorisent la détention sans inculpation ni jugement,

Profondément inquiète face aux inégalités socio-économiques en Afrique du Sud et à l'accumulation des effets négatifs de l'apartheid sur les droits sociaux, économiques et culturels de la majorité de la population sud-africaine,

1. Réaffirme son soutien à la lutte légitime du peuple sud-africain pour l'élimination totale de l'apartheid et le droit de celui-ci de voir instaurer un système non racial et démocratique, conformément à la Charte internationale des droits de l'homme;
2. Réaffirme également le consensus international pour combattre l'apartheid et pour soutenir la lutte en vue d'éliminer l'apartheid et de faciliter la création d'une société sud-africaine non raciale et démocratique;
3. Invite instamment les autorités sud-africaines à abroger ce qui reste des lois discriminatoires de l'apartheid et à introduire les mesures juridiques et administratives nécessaires pour corriger les inégalités socio-économiques;
4. Invite instamment aussi les autorités sud-africaines à accélérer l'élimination de l'apartheid et à adhérer aux pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale;
5. Demande aux autorités sud-africaines d'assumer effectivement leur responsabilité en maintenant l'ordre, en mettant fin à la violence, en jugeant les auteurs d'actes de violence et en protégeant tous les citoyens, indépendamment de leur appartenance politique;
6. Lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle mobilise et accroisse son assistance matérielle et financière aux victimes de l'apartheid en vue de corriger les inégalités socio-économiques;
7. Lance également un appel à la communauté internationale pour qu'elle participe au renforcement du rôle que jouent les groupes humanitaires et les groupes de défense des droits de l'homme pour étendre l'aide aux victimes de l'apartheid et suivre la situation des droits de l'homme en Afrique du Sud;
8. Demande au Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme de répondre en temps opportun, comme l'a indiqué le Secrétaire général, aux besoins résultant de l'évolution de la situation en Afrique du Sud durant la période de transition, conformément à la résolution 46/79A de l'Assemblée générale, adoptée par consensus le 13 décembre 1991.

AFRM/6. Réalisation du droit au développement

La Réunion régionale pour l'Afrique de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme,

Rappelant que la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, les accords, conventions, résolutions, recommandations et autres instruments pertinents de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et des organisations régionales visent le développement intégral de l'être humain, le progrès et le développement de tous les peuples dans les domaines économique, social, politique et culturel,

Rappelant aussi la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et en particulier ses articles 21, 22 et 24,

Se référant à la Déclaration sur le droit au développement adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/128 du 4 décembre 1986,

Se référant également aux conclusions et aux recommandations de la Consultation globale sur la réalisation du droit au développement en tant que droit de l'homme (E/CN.4/1990/9/Rev.1),

Considérant que le développement est un processus global, économique, social, culturel et politique dont le but est d'améliorer sans cesse le bien-être de l'ensemble de la population et de tous les individus, sur la base de leur participation active, libre et significative,

Considérant également que l'être humain est le sujet central de ce processus et que le développement est un besoin essentiel de tout individu et répond, au même titre que tous les autres droits de l'homme, aux aspirations de chacun à s'assurer la liberté et la dignité les plus grandes possibles, à la fois en tant qu'individu et en tant que membre de la société dans laquelle il vit,

Reconnaissant que l'endettement, la détérioration des termes de l'échange, l'instabilité monétaire et les inégalités dans les relations économiques internationales sont autant de facteurs de troubles et d'instabilité politique qui compromettent les efforts déployés par les pays en développement en vue de leur redressement économique, de la promotion des droits de l'homme et de la démocratie,

Reconnaissant aussi que le développement ne peut se réaliser que dans la mesure où les efforts des Etats sont soutenus par les efforts de la communauté internationale dans son ensemble,

Rappelant que la communauté internationale se doit de concrétiser l'engagement qu'elle a pris d'éliminer la pauvreté qui est un obstacle majeur à tout effort visant à un développement durable et à la pleine réalisation des droits de l'homme,

Rappelant également que la paix, les droits de l'homme et le développement sont interdépendants,

1. Réaffirme que le droit au développement est un droit inaliénable de l'homme en vertu duquel toute personne humaine a le droit de participer au développement économique, social, culturel et politique de la société dans laquelle elle vit, d'y contribuer et d'en bénéficier;

2. Considère qu'aucun modèle de développement n'est universellement applicable à toutes les situations, à tous les pays et à tous les peuples;

3. Invite tous les Etats à encourager la participation populaire à la prise des décisions en vue d'assurer un développement harmonieux et durable ainsi que la pleine réalisation de tous les droits de l'homme et des libertés fondamentales;

4. Note avec satisfaction les efforts considérables déployés à cet égard en Afrique et ce en dépit des difficultés économiques et financières que rencontrent la plupart des pays de la région eu égard à la détérioration de l'environnement économique international;

5. Considère que l'incapacité de la communauté internationale à relever comme il convient le défi du développement a favorisé les perturbations sociales et l'extrémisme religieux ou idéologique qui sont à l'origine de nombreuses violations massives des droits de l'homme;

6. Appelle tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies à coopérer pour créer un environnement économique et politique international propice à la réalisation du droit au développement;

7. Encourage la mise en oeuvre de la Déclaration sur le droit au développement en vue d'assurer à tous une égalité de chances dans l'accès à l'éducation, aux services de santé, à l'alimentation, au logement et à l'emploi;

8. Invite la Commission africaine des droits de l'homme à organiser, si nécessaire, des séminaires d'experts sur le rôle des institutions financières multilatérales dans la réalisation du droit au développement;

9. Invite la Commission des droits de l'homme à nommer un rapporteur spécial pour examiner la mise en oeuvre de la Déclaration sur le droit au développement, identifier les obstacles rencontrés et proposer des mesures pour les surmonter.

AFRM/7. Pour une pleine réalisation des droits économiques, sociaux et culturels

La Réunion régionale pour l'Afrique de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme,

Rappelant que la Déclaration universelle des droits de l'homme, dans son article 22, affirme que toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale et est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays,

Ayant à l'esprit la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples,

Rappelant la Proclamation de Téhéran sur les droits de l'homme du 13 mai 1968, qui stipule au paragraphe 13 que, les droits de l'homme et les libertés fondamentales étant indivisibles, la jouissance complète des droits civils et politiques est impossible sans celle des droits économiques, sociaux et culturels et que des progrès durables dans la voie de l'application des droits de l'homme supposent une politique nationale et internationale rationnelle et efficace de développement économique et social,

Rappelant aussi que le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, au paragraphe 1 de son article 2, stipule que chacun des Etats parties s'engage à agir, tant par son effort propre que par l'assistance et la coopération internationales, notamment sur les plans économique et technique, au maximum de ses ressources disponibles, en vue d'assurer progressivement le plein exercice des droits reconnus dans le Pacte par tous les moyens appropriés, y compris en particulier l'adoption de mesures législatives,

1. Appelle à l'élaboration par la communauté internationale de procédures juridiques appropriées permettant de défendre et de prévenir la violation des droits économiques, sociaux et culturels;

2. Invite à cette fin la Commission des droits de l'homme à nommer des rapporteurs spéciaux afin d'examiner de manière plus approfondie, la situation concernant les droits économiques, sociaux et culturels et d'identifier les obstacles empêchant leur réalisation;

3. Invite ces rapporteurs spéciaux à tenir compte notamment des recommandations figurant dans le rapport final du Rapporteur spécial sur la question de la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels (E/CN.4/Sub.2/1992/16), ainsi que des travaux accomplis à cet égard par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels.

AFRM/8. Coopération internationale en vue d'améliorer les situations humanitaires en Afrique

La Réunion régionale pour l'Afrique de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme,

Rappelant que, en adoptant la Charte des Nations Unies, les Etats Membres ont réaffirmé leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme et dans la dignité et la valeur de la personne humaine, ainsi que leur détermination à promouvoir et à encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Prenant acte de la résolution 46/127 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1991, aux termes de laquelle l'Assemblée a noté que les déplacements massifs de populations ont des causes multiples et complexes, imputables à l'homme ou naturelles, allant des guerres et des conflits armés, des invasions et des agressions, des violations des droits de l'homme, des expulsions forcées, des facteurs économiques et sociaux et des catastrophes naturelles à la détérioration de l'environnement,

Prenant également note de la résolution 46/182 du 19 décembre 1991, dans laquelle l'Assemblée générale a proposé que le Secrétaire général nomme un fonctionnaire de rang élevé coordonnateur des secours d'urgence,

Prenant note en outre des résolutions de la Commission des droits de l'homme à ce sujet,



Soulignant que la situation humanitaire en Afrique constitue un affront pour l'humanité et une menace pour la paix dans la région,

Profondément inquiète devant le nombre sans cesse accru de réfugiés et de personnes déplacées, la souffrance de plus de six millions de réfugiés et de personnes déplacées en Afrique et les millions qui ont déjà trouvé la mort en raison de la famine, de la malnutrition, des maladies et des guerres,

Ayant présent à l'esprit le nombre élevé de personnes victimes de la sécheresse et de la famine en Afrique australe et orientale,

Profondément préoccupée par le lourd fardeau sans cesse accru imposé aux pays africains, dont les ressources sont limitées, et à la communauté internationale dans son ensemble par les brusques déplacements de populations,

Consciente des mesures prises jusqu'ici par l'Organisation des Nations Unies, ses institutions et ses organes subsidiaires en vue d'examiner le problème de l'exode massif de réfugiés et de personnes déplacées dans tous ses aspects, y compris ses causes profondes,

Consciente également de l'importance du rôle que joue l'Organisation de l'unité africaine dans les situations humanitaires et des efforts qu'elle déploie pour redresser la situation qui en découle,

1. Félicite les Etats africains qui continuent à accepter des réfugiés sur leur territoire en dépit des difficultés économiques, d'une disponibilité de terres limitée et de la dégradation causée à l'environnement par la présence de nombreux réfugiés et les invite instamment à continuer de prendre des mesures généreuses pour accueillir des réfugiés et des personnes déplacées;

2. Souligne la nécessité d'une coopération internationale visant à aider les victimes de situations humanitaires et à éviter de nouveaux flux grâce à des solutions durables aux problèmes des réfugiés et des personnes déplacées;

3. Invite tous les gouvernements et les organisations intergouvernementales et humanitaires à intensifier leur coopération et leur assistance dans le cadre des efforts de la communauté internationale visant à résoudre les graves problèmes dus à l'exode massif de réfugiés, de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et de ceux qui retournent chez eux;

4. Invite également le Secrétaire général à intensifier ses efforts en vue de consolider et d'améliorer le mécanisme d'aide humanitaire existant grâce à une coopération et une coordination étroites entre les organes concernés;

5. Exhorte la communauté internationale à accorder la priorité et des ressources adéquates à une assistance appropriée aux victimes de situations humanitaires en Afrique, y compris aux victimes de la sécheresse et de la famine;

6. Invite la communauté internationale, conformément au principe du partage de la charge, à fournir une assistance adéquate et accrue aux pays africains en vue de leur permettre de renforcer leur capacité à fournir les facilités et les services nécessaires pour répondre aux besoins et assurer le bien-être des réfugiés, des personnes déplacées dans leur propre pays et des rapatriés;

7. Demande aux gouvernements qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer aux instruments internationaux et régionaux pertinents sur les réfugiés.

AFRM/9. Rôle et responsabilité des individus, des groupes, des institutions et des organisations non gouvernementales en matière de protection et de promotion des droits de l'homme

La Réunion régionale pour l'Afrique de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme,

Rappelant l'importance de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme en tant qu'instruments fondamentaux pour guider les efforts de la communauté internationale en vue de promouvoir le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Rappelant également le dernier alinéa de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui stipule que tous les individus et tous les organes de la société doivent s'efforcer d'assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives des droits et libertés parmi les populations des Etats Membres,

Ayant présente à l'esprit la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples,

Reconnaissant la responsabilité et le devoir des Etats de protéger les droits de l'homme et de les promouvoir tout en soulignant le rôle et la responsabilité des individus, des groupes, des institutions et des organisations non gouvernementales à cet égard,

1. Réaffirme qu'il incombe au premier chef à chaque Etat de s'employer à protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales et d'en promouvoir la réalisation;

2. Considère que, outre son obligation de promouvoir et de protéger les droits dont jouissent les individus, groupes et organes de la société, la communauté internationale doit accorder une attention particulière aux responsabilités des individus, groupes et organes dans la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

3. Estime que chacun est soumis aux limitations établies par la loi exclusivement afin d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui, afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique;

4. Estime également que chacun a des devoirs à l'égard et au sein de la communauté, en dehors de laquelle le libre et plein épanouissement de sa personnalité est impossible;

5. Estime en outre que les organisations non gouvernementales et les institutions chargées de la promotion et de la protection des droits de l'homme ont l'importante responsabilité d'éduquer et de former les individus au respect des droits de l'homme, car l'éducation et la formation sont nécessaires à l'oeuvre de promotion des droits de l'homme et à la prévention de leur transgression;

6. Réaffirme qu'aucun Etat, individu, groupe, institution ou organisation non gouvernementale n'a le droit d'inscrire dans ses programmes des éléments ou de se livrer à des activités susceptibles de mettre en péril les acquis nationaux en matière de démocratie et de droits de l'homme;

7. Réaffirme également que les membres de la communauté internationale doivent remplir, conjointement et séparément, leurs obligations de promouvoir et d'encourager les droits de l'homme et les libertés fondamentales, sans distinction de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion ou d'opinion politique;

8. Lance un appel aux Etats africains pour qu'ils soutiennent les idées contenues dans la présente résolution en vue de les inclure dans le projet de déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus qu'un groupe de travail de la Commission des droits de l'homme est en train d'élaborer.

AFRM/10. Droits de l'homme, démocratie et développement

La Réunion régionale pour l'Afrique de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme,

Rappelant les objectifs et principes de la Charte des Nations Unies,

Réaffirmant l'obligation des Etats Membres en ce qui concerne la promotion et la protection des droits de l'homme,

Tenant compte de spécificités culturelles et des réalités socio-économiques des pays en développement et des pays africains en particulier,

Saluant les efforts entrepris par les pays africains pour assurer l'avènement de la démocratie,

Soulignant toutefois que ces efforts, pour être poursuivis, doivent être soutenus par des mesures sur les plans social et économique à l'échelle nationale et internationale,

Réaffirmant que les droits civils et politiques, d'une part, et les droits économiques, sociaux et culturels, d'autre part, sont interdépendants et indivisibles et que la mise en oeuvre d'une catégorie de ces droits ne saurait, en aucune manière, être favorisée au détriment d'une autre catégorie de droits,

Préoccupée par les difficultés que rencontrent les Etats africains pour consolider la démocratie du fait des conséquences de mesures d'ajustement économique sur la mise en oeuvre des droits de l'homme et sur le développement,

Soulignant l'importance et la nécessité de la coopération internationale pour aider les Etats africains à faire face à ces difficultés,

Recommande à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme d'adopter le projet de résolution suivant :

"La Conférence mondiale sur les droits de l'homme,

Notant la résolution ... du ... adoptée par la Réunion régionale pour l'Afrique de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (Tunis, 2-6 novembre 1992),

Recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

L'Assemblée générale,

Notant la résolution ... du ... adoptée par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme,

Rappelant l'obligation des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies d'assurer effectivement le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Soulignant les efforts faits par les pays en développement pour instaurer la démocratie et édifier un Etat de droit,

Préoccupée par les difficultés que rencontrent les pays en développement d'Afrique pour consolider la démocratie et assurer le respect effectif des droits de l'homme du fait de l'application de mesures de redressement économique,

Alarmée par les conséquences de l'endettement de ces pays sur la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels,

1. Lance un appel pressant à la communauté internationale pour qu'elle aide les pays en développement à réaliser leurs droits économiques, sociaux et culturels;

2. Demande aux Etats, aux institutions financières publiques internationales et autres institutions du système des Nations Unies chargées de la coopération pour le développement, d'étudier la possibilité d'alléger le fardeau de la dette des pays en développement;

3. Encourage les Etats africains à élaborer un programme national d'appui à la démocratie, visant à la promotion des droits de l'homme et au développement, avec le soutien financier et logistique de la communauté internationale;

4. Demande au Secrétaire général d'entreprendre une étude sur la réalisation des objectifs visés au paragraphe 2 de la présente résolution, en faisant appel à des experts gouvernementaux et à des experts des institutions internationales compétentes."

AFRM/11. Rôle des Etats dans le suivi et le renforcement de la protection des droits de l'homme

La réunion régionale pour l'Afrique de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme,

Réaffirmant son attachement à la Déclaration universelle des droits de l'homme, au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples,

Consciente des violations de plus en plus massives et répétées des droits de l'homme commises sur le continent africain,

Convaincue que la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales exige l'avènement d'un Etat de droit, du pluralisme politique et d'une démocratie effective,

Persuadée aussi qu'une culture démocratique ne peut s'acquérir qu'à travers l'enseignement, la formation et la recherche dans le domaine des droits de l'homme,

1. Invite les Etats à promouvoir, encourager et soutenir les institutions publiques et privées de défense des droits de l'homme;

2. Encourage la mise en place de programmes d'enseignement, de formation, d'information et d'alphabétisation dans les langues nationales en matière de droits de l'homme;

3. Exhorte les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait à adhérer aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;

4. Souligne la nécessité de créer, au sein des structures existantes aux plans régional et international, des mécanismes de garantie et de suivi touchant la promotion et la protection des droits de l'homme;

5. Lance un appel pour le développement d'une coopération régionale et sous-régionale en matière de droits de l'homme, par le biais des institutions nationales et par l'harmonisation des lois et règlements, avec l'appui de la communauté internationale.

AFRM/12. Réalisation et la protection des droits de l'enfant

La réunion régionale pour l'Afrique de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme,

Rappelant les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 44/25 du 20 novembre 1989,

Rappelant également les dispositions de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant,

Considérant que le principe fondamental énoncé dans ces instruments internationaux et régionaux est que, dans toutes les décisions qui concernent les enfants de quelque personne ou autorité qu'elles soient le fait, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale,

Considérant que, parmi les droits essentiels reconnus à l'enfant, figure en premier lieu ses droits à la survie, au développement et à la protection,

Considérant aussi que tout enfant doit pouvoir jouir de tous les droits et libertés reconnus et garantis par les divers instruments internationaux et régionaux pertinents, sans distinction de race, de groupe ethnique, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre, d'origine nationale ou sociale, de situation de fortune, de naissance ou de toute autre situation,

Considérant par ailleurs que l'enfant a droit à une éducation qui le prépare à une vie responsable dans une société libre, dans un esprit de compréhension, de tolérance, de dialogue, de respect mutuel et d'amitié entre les peuples et entre les groupes ethniques, les tribus et les communautés religieuses,

Notant avec inquiétude que la situation de nombreux enfants africains, due aux facteurs socio-économiques, culturels et traditionnels, aux catastrophes naturelles et aux conflits armés, ainsi qu'aux conditions du développement, à l'exploitation, à la faim et à des handicaps, reste critique et que l'enfant, en raison de son immaturité physique et intellectuelle, a besoin de protection et de soins spéciaux,

Notant que l'enfant reste, en raison de son immaturité physique et intellectuelle, sujet à l'exploitation économique, aux sévices et autres formes de cruauté ainsi qu'à l'embrigadement idéologique ou religieux,

1. Invite tous les gouvernements et toutes les organisations intergouvernementales et humanitaires, à intensifier leur coopération et leur assistance, dans le cadre des efforts de la communauté internationale, en vue d'assurer la complète réalisation des droits de l'enfant à la survie, à la protection et au développement;

2. Exhorte la communauté internationale à accorder la priorité à une assistance appropriée aux enfants victimes de la faim, de la maladie, de la sécheresse et des conflits armés et à allouer des ressources adéquates à cette fin;

3. Appelle la communauté internationale à mettre en oeuvre les instruments et les moyens propres à prémunir les enfants de pratiques visant à les utiliser directement dans les conflits armés, à les protéger contre toute forme d'exploitation économique et d'embrigadement idéologique ou religieux et à assurer pleinement leur intégrité physique et intellectuelle.

AFRM/13. Protection des droits de la femme

La Réunion régionale pour l'Afrique de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme,

Guidée par les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, la Charte internationale des droits de l'homme, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, les autres instruments internationaux sur les droits de l'homme et ceux relatifs à la femme,

Soulignant l'attachement des chefs d'Etat et de gouvernement africains au principe de l'universalité des droits de l'homme ainsi que leur détermination à promouvoir les droits de la femme, à oeuvrer à une élimination rapide de toutes les formes de discrimination à l'encontre des femmes et à les impliquer dans les processus de consultation et de prise des décisions à tous les niveaux, afin d'assurer leur participation effective au processus de développement économique,

Ayant présente à l'esprit la Déclaration adoptée par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (Dakar, 29 juin - 1er juillet 1992) et la déclaration publiée à l'issue de la dixième réunion au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés (Djakarta, 1er-6 septembre 1992),

Réaffirmant que la pleine intégration des femmes dans le développement, à la fois en tant qu'agents et bénéficiaires de ce dernier, concerne tous les secteurs de la société,

Notant avec satisfaction la participation de plus en plus grande des organisations non gouvernementales à la promotion des droits de la femme,

Convaincue de la nécessité de continuer à oeuvrer pour la promotion des droits de la femme et l'amélioration de sa condition,

1. Recommande à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme d'étudier la question des droits de la femme, comme l'a recommandé la Commission de la condition de la femme;

2. Réaffirme l'indivisibilité et l'interdépendance de tous les droits de l'homme et souligne à cet égard la nécessité, pour les femmes, de jouir pleinement de leurs droits civils, politiques, sociaux, économiques et culturels;

3. Prie instamment les gouvernements d'encourager la pleine participation des femmes au processus d'élaboration et de mise en oeuvre des politiques et projets de développement, afin qu'elles puissent être à la fois les agents et les bénéficiaires du développement;

4. Prie également les Etats, les organisations régionales et les organisations internationales de faciliter l'accès des femmes aux postes de décision et de leur assurer une plus large participation au processus de prise des décisions;

5. Appelle les Etats Membres à prendre toutes les mesures appropriées en vue de promouvoir les droits des femmes, à mettre fin à la discrimination fondée sur le sexe et à protéger les femmes de toutes les formes de violence et des pratiques traditionnelles d'intolérance et d'extrémisme, notamment religieux, affectant leurs droits et leurs libertés;

6. Prie les Etats d'encourager les organisations non gouvernementales à participer à l'oeuvre de promotion de la femme;

7. Se félicite de la ratification par de nombreux Etats de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et invite ceux qui ne l'ont pas encore fait à devenir parties à cette convention.

AFRM/14. Administration de la justice et droits de l'homme

La Réunion régionale pour l'Afrique de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme,

Soulignant le principe de l'indivisibilité et de l'interdépendance de l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Considérant que chacun doit protéger et promouvoir la validité et l'universalité des droits de l'homme,

Réaffirmant que tous les gouvernements ont au premier chef la responsabilité d'assurer la promotion et la protection des droits de l'homme,

Consciente que tout système ou méthode efficace de promotion et de protection des droits de l'homme devrait prendre en compte les spécificités historiques et culturelles et les traditions de chaque société,

Reconnaissant que l'Etat de droit et une saine administration de la justice sont un préalable indispensable à un développement économique et social durable,

Reconnaissant également la place de premier plan qu'occupe l'administration de la justice dans la promotion et la protection des droits de l'homme,

Consciente de l'importance de la Commission africaine des droits de l'homme dans la promotion et la protection des droits de l'homme,



1. Souligne que les droits civils et politiques ne sauraient être dissociés des droits économiques, sociaux et culturels ou des droits énoncés dans d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;

2. Réaffirme les normes stipulées dans la Charte internationale des droits de l'homme, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;

3. Reconnaît que tous les gouvernements ont au premier chef la responsabilité de promouvoir et de protéger les droits de l'homme;

4. Demande aux gouvernements des pays africains d'allouer davantage de ressources aux institutions chargées de l'administration de la justice;

5. Demande également à la communauté internationale de répondre aux demandes d'assistance financière formulées par les institutions chargées de la promotion et de la protection des droits de l'homme en vue d'améliorer et de renforcer leur capacité de promouvoir et de protéger ces droits;

6. Lance un appel aux gouvernements des pays africains pour qu'ils consacrent des ressources permettant de fournir des services d'aide juridique en vue de promouvoir et de protéger les droits de l'homme;

7. Lance aussi un appel à la communauté internationale afin qu'elle accorde l'assistance demandée pour fournir des services d'aide juridique en vue d'assurer la promotion et la protection des droits de l'homme;

8. Demande instamment aux gouvernements des pays africains de renforcer la Commission africaine des droits de l'homme pour lui permettre de contribuer efficacement à la promotion et à la protection des droits de l'homme.

### Chapitre III

#### ORGANISATION DE LA REUNION REGIONALE

##### A. Ouverture de la session

1. La Réunion régionale pour l'Afrique de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, demandée par l'Assemblée générale dans sa résolution 45/155, s'est tenue à Tunis du 2 au 6 novembre 1992. Il y a eu sept séances au cours de la session.
2. Le 2 novembre 1992, avant l'ouverture de la session, les participants ont été reçus au Palais présidentiel par le Président de la République tunisienne. Le Directeur du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme, Secrétaire général adjoint de la Conférence mondiale, a donné lecture d'un message adressé à la Réunion régionale pour l'Afrique par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine a également fait une déclaration. Le Président de la République tunisienne s'est adressé aux participants.
3. La session a été ouverte par le Directeur du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme, Secrétaire général adjoint de la Conférence mondiale.
4. Ont assisté à la session les représentants des Etats, organes des Nations Unies, institutions spécialisées, organisations intergouvernementales, mouvements de libération nationale, institutions nationales de défense des droits de l'homme, autres organisations et organisations non gouvernementales ci-après :

##### Etats

Algérie, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tchad, Togo, Tunisie, Zambie et Zimbabwe.

##### Etats représentés par des observateurs

Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Chili, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grèce, Irlande, Italie, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège, Suède et Turquie.

##### Mouvement de libération nationale

Palestine.

##### Institutions spécialisées

Organisation internationale du Travail.

#### Organisations intergouvernementales

Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, Conseil de l'Europe, Ligue des Etats arabes, Organisation arabe du travail et Organisation de l'unité africaine.

#### Organes de l'Organisation des Nations Unies

Commission économique pour l'Afrique, Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et Programme des Nations Unies pour le développement.

#### Institutions nationales de défense des droits de l'homme

Commission béninoise des droits de l'homme, Commission nationale des droits de l'homme et des libertés (Cameroun), Conseil consultatif des droits de l'homme et Observatoire national des droits de l'homme (Algérie).

#### Organes de l'Organisation des Nations Unies s'occupant des droits de l'homme et organes apparentés

Comité préparatoire de la Conférence mondiale, Rapporteur spécial sur la question des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, et Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

#### Organisations non gouvernementales

#### Organisations non gouvernementales, dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

##### Catégorie I

Confédération internationale des syndicats libres, Conseil international des femmes, Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Organisation de l'unité syndicale africaine et Union interparlementaire.

##### Catégorie II

Amnesty International, Association internationale de droit pénal, Commission des Eglises pour les affaires internationales du Conseil oecuménique des Eglises, Commission internationale de juristes, Communauté internationale Baha'ie, Confédération mondiale des organisations de la profession enseignante, Fédération abolitionniste internationale, Fédération internationale des droits de l'homme, Fédération internationale des journalistes, Fédération internationale Terre des Hommes, Fédération mondiale des sourds, Human Rights Internet, Internationale socialiste des femmes, Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples, Mouvement international pour l'union fraternelle entre les races et les peuples, Mouvement mondial des mères, Organisation arabe des droits de l'homme, Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques, Organisation internationale des journalistes, Service international des droits de l'homme, Société anti-esclavagiste pour la promotion des droits de l'homme, Union des avocats arabes et Union internationale du notariat latin.

Liste

Association mondiale pour l'école instrument de paix, Groupement pour les droits des minorités, Organisation internationale pour le progrès et Organisation mondiale contre la torture.

Autres organisations non gouvernementales

Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (Togo), Africa Human Rights and Justice Protection Network, Centre africain pour les droits de l'homme et la démocratie, African Centre for Development and Self-help Activities, African Society of International and Comparative Law, African Studies Association - Human Rights Committee, Alexandria Association of Human Rights Advocates, Amnesty International (Section tunisienne), Association africaine d'éducation pour le développement, Association des journalistes du Bénin, Association Atlas, Association de défense et de promotion du droit des femmes, Association de protection de la nature et de l'environnement, Association démocratique des femmes marocaines, Association des femmes africaines pour la recherche sur le développement, Association des journalistes tunisiens, Association des juges, Association femmes jeunesse pour l'environnement maghrébin, Association indépendante pour le triomphe des droits des femmes, Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille, Association malienne des droits de l'homme, Association marocaine des droits des femmes, Association marocaine des droits de l'homme, Association nationale des droits de l'homme du Gabon, Association nigérienne pour la défense des droits de l'homme, Association palestinienne des droits de l'homme, Association pour l'égalité devant la loi entre femmes et hommes, Association pour l'agalité devant la loi entre femmes et hommes, Association pour la promotion de l'emploi et du logement, Association pour la protection de l'environnement et de la nature de l'Ariana, Association pour le développement des initiatives villageoises, Association pour le développement et l'animation rurale, Association solidarité femmes du Maghreb-Europe, Association tchadienne pour la promotion et la défense des droits de l'homme, Association tunisienne de défense sociale, Association tunisienne de droit constitutionnel, Association tunisienne de droit pénal, Association tunisienne de protection de la nature et de l'environnement, Association tunisienne des femmes démocrates, Association tunisienne des jeunes avocats, Barreau des avocats de Tunisie, Centre international des droits de la personne et du développement démocratique, Civil Liberties Organisation, Comité africain pour le droit et le développement (Sénégal), Commission arabe libyenne des droits de l'homme, Community Legal Resource and Advice Centre, Croissant-Rouge tunisien, Défense des enfants - International (Sénégal), Défense sans frontières, Organisation égyptienne des droits de l'homme, Enda Inter-Arabe, Fondation El Kef pour le développement régional, Fondation tunisienne pour le développement communautaire, Ghana Journalists Association, Greenpeace (Section tunisienne), Human Rights Africa for Continental Defence of Rights and Liberties, Human Rights Documents, Institut arabe des droits de l'homme, Institut pour une alternative démocratique en Afrique du Sud, Institute of International Law and International Relations, Interafricaine socialiste et démocratique, Commission internationale de juristes (Section nationale d'Afrique du Sud), Section nationale du Kenya, Association internationale de Juges (Section tunisienne), Commission internationale de Juristes du Rwanda (Section nationale), Fédération des femmes juristes (Kenya), Kenya Union of

Journalists, Lawyers for Human Rights, Legal Research and Resource Centre for Human Rights, Legal Research and Resource Development Centre, Legal Resources Foundation, Ligue algérienne de défense des droits de l'homme, Ligue algérienne des droits de l'homme, Ligue béninoise des droits de l'homme, Ligue bissau-guinéenne des droits de l'homme, Ligue camerounaise des droits de l'homme, Ligue centrafricaine des droits de l'homme, Ligue des droits de l'homme du Zaïre, Ligue ivoirienne des droits de l'homme, Ligue malgache des droits de l'homme, Ligue marocaine des droits de l'homme, Ligue mauritanienne des droits de l'homme, Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme (commission préparatoire), Ligue pour la défense des droits de l'homme du Bénin, Ligue tchadienne des droits de l'homme, Ligue togolaise des droits de l'homme, Mauritius Union of Journalists, Mouvement burkinabé des droits de l'homme et des peuples, Mozambique Human Rights Group, National Association of Democratic Lawyers, Nigerian Bar Association - Human Rights Committee, Nigerian Union of Journalists, Observatoire panafricain de la démocratie, Organisation arabe de la famille, Organisation égyptienne des droits de l'homme, Organisation marocaine des droits de l'homme, Organisation nationale des droits de l'homme (Sénégal), Organisation tunisienne de l'éducation et de la famille, Organisation tunisienne de l'enfant, Penal Reform International, Press Association of Zambia, Recherche pour le développement au Mali, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Réseau culturel africain, Southern African Human Rights Foundation, Sudanese Journalists Association, Swedish NGO Fund for Human Rights, Syndicat de la presse de Madagascar, Syndicat national de la presse marocaine, Tanzania Media Women's Association, Uganda Human Rights Activists, Uganda Journalists Association, Union arabe des médecins, Union de l'action féminine, Union des artistes arabes, Union des avocats d'Afrique centrale, Union des journalistes arabes, Union des journalistes du Mali, Union des travailleurs immigrés tunisiens, Union générale des écrivains arabes, Union interafricaine des avocats, Union interafricaine des droits de l'homme, Union internationale des travailleurs arabes, Union interparlementaire arabe, Union nationale des femmes tunisiennes, Union nationale des journalistes camerounais, Union nationale des journalistes congolais, Union nationale des journalistes de Côte d'Ivoire, Union of African Journalists, Union tunisienne de solidarité sociale, University of Lund, Women in Law and Development in Africa, Zambian NGO Coordinating Committee, Zimbabwe Union of Journalists.

5. On trouvera à l'annexe II du présent rapport une liste des documents dont la Réunion régionale pour l'Afrique était saisie.

#### B. Election du bureau

6. A sa première séance, le 2 novembre 1992, la Réunion régionale a élu le bureau suivant :

Président :	S.E. Habib Ben Yahia (Tunisie)
	Ministre des affaires étrangères

Vice-Présidents : S.E. Paul Berenger (Maurice)  
Ministre des affaires étrangères

S.E. Zonk Amos Khumalo (Swaziland)  
Ministre de la justice

S.E. Francisco Javier Ngomo Mgengono  
(Guinée équatoriale)  
Vice-Ministre de la justice,  
chargé des droits de l'homme

Rapporteur : Mlle Jainaba Johm (Gambie)

7. A la même séance, le Président a fait une déclaration.

C. Etablissement de la Commission de vérification des pouvoirs

8. A la 5ème séance, le 4 novembre 1992, le Président de la Réunion régionale a annoncé que la Commission de vérification des pouvoirs serait composée comme suit : M. Mohamed Ben Kaddour (Maroc), Mme Elizabeth Mrema (République-Uni de Tanzanie), M. Bonaventure Mbarushimana (Rwanda), M. Cece Alexandre Loua (Guinée) et M. Molosiwa Selepeng (Botswana).

9. Le 5 novembre 1992, la Commission de vérification des pouvoirs s'est réunie et a élu à sa présidence Mme Elizabeth Mrema. Elle a examiné les pouvoirs des représentants de 42 Etats qui participaient à la réunion régionale.

10. A la 7ème séance, le 6 novembre 1992, la Réunion régionale a pris note du rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.

D. Adoption de l'ordre du jour et du règlement intérieur

11. A la 2ème séance, le 2 novembre 1992, la réunion régionale était saisie de son ordre du jour provisoire (A/CONF.157/AFRM/1/Rev.2) et de son ordre du jour provisoire annoté (A/CONF.157/AFRM/1/Rev.2/Add.1).

12. A la même séance, des déclarations concernant l'ordre du jour provisoire ont été faites par les représentants de l'Ethiopie, du Kenya, du Nigeria, du Sénégal, du Soudan et de la Zambie.

13. Le représentant du Soudan a proposé de supprimer, à l'alinéa a) du point 7 de l'ordre du jour provisoire, les mots "extrémisme religieux". Les représentants de l'Ethiopie et du Nigéria ont proposé de remplacer ces mots par "intolérance religieuse".

14. Le représentant du Sénégal a proposé d'ajouter un nouvel alinéa d) au point 6 de l'ordre du jour provisoire; il s'intitulerait "Droits de l'homme, démocratie et développement".

15. L'ordre du jour provisoire, sous sa forme modifiée, a été adopté sans être mis aux voix. Pour le texte adopté, voir Annexe I.

16. A la 1ère séance, la Réunion régionale a adopté le règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, en tenant compte de la décision PC.3/2, prise par le Comité préparatoire à sa troisième session et concernant la participation de représentants d'organisations non gouvernementales aux réunions régionales.

17. A la même séance, la Réunion régionale a décidé de ne pas appliquer l'article 52 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social.

#### E. Organisation des travaux

18. A la 2ème séance, le 2 novembre 1992, la Réunion régionale a décidé, sur la recommandation du bureau, d'adopter son programme de travail.

19. A la même séance, la Réunion régionale a décidé, sur la recommandation du bureau, de constituer un comité de rédaction qui serait chargé d'établir les projets de résolution et un projet de déclaration. Elle a par la suite nommé S.E. Francisco Javier Ngomo Mgengono (Guinée équatoriale) à la présidence du Comité de rédaction. Le Comité de rédaction a tenu cinq séances du 4 au 6 novembre 1992, ainsi qu'une réunion officieuse.

#### Chapitre IV

#### DECLARATIONS

20. A la lère séance, le 2 novembre 1992, des déclarations 1/ ont été faites par les orateurs ci-après : le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, S.E. Salim Ahmed Salim; le Représentant spécial de la Commission économique pour l'Afrique, M. Rachid Sadik; le Représentant spécial de la Ligue des Etats arabes, M. Adnane Omrane.

21. A la même séance, le représentant du Sénégal a donné lecture d'un message du Président de l'Organisation de l'unité africaine, S.E. Abdou Diouf, président de la République du Sénégal.

22. A cette séance encore, des déclarations ont été faites par les orateurs ci-après : le Président de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, M. Ibrahim Badawi; le représentant résident en Tunisie du Programme des Nations Unies pour le développement, M. Wali-Shah Wali; la Présidente du Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Mme Halima Embarek Warzazi.

23. Des déclarations sur les points 6, 7 et/ou 8 de l'ordre du jour ont été faites par les représentants des Etats ci-après : Algérie (5ème), Botswana (3ème), Burundi (4ème), Egypte (3ème), Ethiopie (4ème), Gambie (5ème), Guinée-Bissau (4ème), Guinée équatoriale (5ème), Jamahiriya arabe libyenne (5ème), Kenya (3ème), Lesotho (3ème), Libéria (6ème), Malawi (3ème), Maroc (4ème), Maurice (4ème), Mauritanie (5ème), Namibie (5ème), Nigeria (4ème), Ouganda (3ème), République-Unie de Tanzanie (5ème), Rwanda (5ème), Sénégal (4ème), Sierra Leone (3ème), Soudan (5ème), Swaziland (3ème), Tanzanie (5ème), Tchad (5ème), Zambie (4ème) et Zimbabwe (3ème et 5ème).

24. Des déclarations ont également été faites par les observateurs de l'Autriche (5ème) et du Canada (5ème).

25. L'observateur de la Palestine a fait une déclaration (4ème).

26. L'observateur du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a fait une déclaration (6ème).

27. L'observateur du Conseil consultatif des droits de l'homme (Maroc), institution nationale de défense des droits de l'homme, a fait une déclaration (3ème).

---

1/ Les chiffres entre parenthèses se rapportent à la séance au cours de laquelle la déclaration a été faite.



28. Des déclarations ont été faites par les observateurs des organisations non gouvernementales ci-après : African Centre for Democracy and Human Rights Studies (6ème), Amnesty International (2ème), Association indépendante pour le triomphe des droits des femmes (6ème), Association palestinienne des droits de l'homme (6ème), Association pour la défense des droits de l'homme d'Alexandrie (3ème), Association solidarité femmes du Maghreb-Europe (5ème), Association tunisienne des femmes démocrates (4ème), Association tunisienne de défensesociale (6ème), Commission des églises pour les affaires internationales du Conseil oecuménique des églises (6ème), Conseil international des femmes (6ème), Fédération démocratique internationale des femmes (5ème), Fédération internationale des droits de l'homme (5ème), Institut arabe des droits de l'homme (5ème), Legal Research and Resource Centre for Human Rights (4ème), Ligue ivoirienne des droits de l'homme (6ème), Observatoire panafricain de la démocratie (5ème), Organisation arabe des droits de l'homme (2ème), Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques (3ème), Organisation égyptienne des droits de l'homme (3ème), Organisation marocaine des droits de l'homme (6ème), Service international des droits de l'homme (6ème), Union des avocats arabes (2ème), Union interafricaine des droits de l'homme (4ème), Union interparlementaire arabe (6ème), Union interparlementaire (4ème), Union nationale des femmes tunisiennes (6ème), Women in Law and Development in Africa (6ème).

29. Des déclarations communes ont été faites par les observateurs des organisations non gouvernementales ci-après : Association africaine d'éducation pour le développement, Association des journalistes tunisiens, Association pour la défense des droits de l'homme d'Alexandrie, Commission internationale de juristes, Institut arabe des droits de l'homme, Mouvement international pour l'union fraternelle entre les races et les peuples, Organisation arabe des droits de l'homme, Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques, Organisation marocaine des droits de l'homme, Organisation mondiale contre la torture, Union de travailleurs immigrés tunisiens (6ème); Organisation internationale des journalistes, Union des journalistes africains (3ème); Confédération internationale des syndicats libres, Fédération internationale des journalistes (4ème); Ligue algérienne des droits de l'homme au nom d'organisations non gouvernementales algériennes (4ème); Ligue camerounaise des droits de l'homme (4ème); Association démocratique des femmes marocaines, Association marocaine des droits des femmes, Union d'action féminine (4ème); Association des femmes algériennes, Association des femmes marocaines, Association des femmes tunisiennes, Association marocaine des droits de l'homme, Commission des Organisations non gouvernementales arabes au nom de l'Association pour la défense des droits de l'homme d'Alexandrie, Institut arabe des droits de l'homme, Ligue algérienne des droits de l'homme, Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme (Comité préparatoire), Organisation arabe des droits de l'homme, Organisation égyptienne des droits de l'homme, Organisation soudanaise des droits de l'homme, Union internationale des travailleurs arabes.

Chapitre V

EXAMEN DES QUESTIONS CONCERNANT LA PROTECTION ET LA PROMOTION  
DES DROITS DE L'HOMME, Y COMPRIS L'APPLICATION DES INSTRUMENTS  
INTERNATIONAUX ET REGIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME

- a) Responsabilité des individus, des groupes, des institutions et des organisations non gouvernementales en matière de protection et de promotion des droits de l'homme;
- b) Rôle des gouvernements dans le renforcement de la promotion et de la protection des droits de l'homme;
- c) Rôle des institutions nationales compétentes dans la promotion et la protection des droits de l'homme aux niveaux national et régional;
- d) Droits de l'homme, démocratie et développement.

30. La Réunion régionale a examiné le point 6, en même temps que les points 7 et 8, de l'ordre du jour de sa 2ème à sa 7ème séance, les 2, 3, 4 et 6 novembre 1992.

31. La Réunion régionale était saisie des documents suivants :

Institutions et instruments régionaux relatifs aux droits de l'homme : rapport du Secrétaire général (A/CONF.157/AFRM/2);

Ratification des divers instruments relatifs aux droits de l'homme ou adhésion à ces instruments : rapport du Secrétaire général (A/CONF.157/AFRM/3);

Résolution de la Réunion consultative ouest-africaine sur les droits de l'homme : rapport du Secrétaire général (A/CONF.157/AFRM/4);

Déclaration commune des Ministres africains de la justice sur l'administration de la justice et les droits de l'homme : rapport du Secrétaire général (A/CONF.157/AFRM/15);

Rapport du Colloque de journalistes (A/CONF.157/AFRM/7);

Communication écrite présentée par l'Institut arabe des droits de l'homme (A/CONF.157/AFRM/12);

Rapport mis à jour du Secrétaire général sur les institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (E/CN.4/1991/23);

Rapport des Rencontres internationales sur les institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Paris, 7-9 octobre 1991) (E/CN.4/1992/43 et Add.1 et 2);

Rapport du Groupe de travail chargé de rédiger un projet de déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus (E/CN.4/1992/53 et Corr.1).

32. A la septième séance, le 6 novembre 1992, la Réunion régionale était saisie du rapport du Comité de rédaction contenant les projets de résolution que celui-ci lui recommandait d'adopter au titre du point 6 de l'ordre du jour.

33. Les projets de résolution à examiner étaient les suivants :

"Rôle des Gouvernements dans le renforcement de la promotion et de la protection des droits de l'homme" (A/CONF.157/AFRM/10/Add.2);

"Rôle des institutions nationales dans la promotion et la protection des droits de l'homme" (A/CONF.157/AFRM/10/Add.3);

"Rôle et responsabilité des individus, des groupes, des institutions et des organisations non gouvernementales en matière de protection et de promotion des droits de l'homme" (A/CONF.157/AFRM/10/Add.10);

"Droits de l'homme, démocratie et développement"  
(A/CONF.157/AFRM/10/Add.11);

"Rôle des Etats dans le suivi et le renforcement de la protection des droits de l'homme" (A/CONF.157/AFRM/10/Add.12);

"La réalisation et la protection des droits de l'enfant"  
(A/CONF.157/AFRM/10/Add.13);

"La protection des droits de la femme"  
(A/CONF.157/AFRM/10/Add.14);

"Administration de la justice et droits de l'homme"  
(A/CONF.157/AFRM/10/Add.15).

34. Les projets de résolution ont été adoptés sans être mis aux voix.

35. Pour le texte des résolutions adoptées, voir chapitre II, résolutions AFRM/1, AFRM/2, AFRM/9, AFRM/10, AFRM/11, AFRM/12, AFRM/13 et AFRM/14.

## Chapitre VI

### EXAMEN DES QUESTIONS RELATIVES AUX OBJECTIFS DE LA CONFERENCE MONDIALE QUI REVETENT UNE IMPORTANCE PARTICULIERE POUR LA REGION : PERSPECTIVE REGIONALE

- a) Elimination de l'apartheid et des nouvelles formes de racisme, de discrimination, de xénophobie et d'extrémisme religieux
- b) Obligation pour les Etats de coopérer et d'être solidaires dans la mise en oeuvre des droits économiques, sociaux et culturels, et, en particulier, dans la réalisation du droit au développement
- c) Relation entre les droits de l'homme et les situations humanitaires et évaluation de l'efficacité des réponses d'urgence, des stratégies et des mécanismes existants pour fournir une assistance rapide, appropriée et adéquate aux réfugiés et aux personnes déplacées en Afrique

36. La Réunion régionale a examiné le point 7, en même temps que les points 6 et 8 de l'ordre du jour, de sa 2ème à sa 7ème séance, les 2, 3, 4 et 6 novembre 1992.

37. La Réunion régionale était saisie des documents suivants :

Recommandations de l'Organisation égyptienne des droits de l'homme relatives à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme : rapport du Secrétaire général (A/CONF.157/AFRM/6);

Communication écrite présentée par Amnesty International (A/CONF.157/AFRM/8);

Communication écrite présentée par le Legal Research and Resource Centre for Human Rights (A/CONF.157/AFRM/11);

Nouvel ordre humanitaire international : rapport du Secrétaire général (A/47/352);

Rapport intérimaire du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe établi conformément aux résolutions 1991/8 et 1991/21 de la Commission des droits de l'homme et à la décision 1991/237 du Conseil économique et social (E/CN.4/1992/8);

Rapport du Secrétaire général sur les mesures à prendre pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale, et rôle de la Sous-Commission (E/CN.4/Sub.2/1992/11);

Rapport mis à jour établi par M. Ahmed M. Khalifa, rapporteur spécial, sur les conséquences néfastes, pour la jouissance des droits de l'homme, de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée au régime raciste et colonialiste d'Afrique du Sud (E/CN.4/Sub.2/1992/12);

Rapport final établi par M. Danilo Türk, rapporteur spécial, sur la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels (E/CN.4/Sub.2/1992/16);

Rapport d'ensemble sur la question de la réalisation du droit au développement établi par le Secrétaire général conformément à la résolution 1990/18 de la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1991/12 et Add.1);

Rapport sur la Consultation mondiale sur la jouissance effective du droit au développement en tant que droit de l'homme établi par le Secrétaire général conformément à la résolution 1989/45 de la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1990/9/Rev.1).

38. A la 7ème séance, le 6 novembre 1992, la Réunion régionale était saisie du rapport du Comité de rédaction contenant les projets de résolution que celui-ci lui recommandait d'adopter au titre du point 7 de l'ordre du jour.

39. Les projets de résolution à examiner étaient les suivants :

"Coopération internationale pour lutter contre la xénophobie" (A/CONF.157/AFRM/10/Add.4);

"Coopération internationale en vue de lutter contre toutes les formes d'intolérance et d'extrémisme religieux" (A/CONF.157/AFRM/10/Add.5);

"Elimination de l'apartheid" (A/CONF.157/AFRM/10/Add.6);

"La réalisation du droit au développement" (A/CONF.157/AFRM/10/Add.7);

"Pour une pleine réalisation des droits économiques, sociaux et culturels" (A/CONF.157/AFRM/10/Add.8);

"Coopération internationale en vue d'améliorer les situations humanitaires en Afrique" (A/CONF.157/AFRM/10/Add.9).

40. Les projets de résolution ont été adoptés sans être mis aux voix.

41. Pour le texte des résolutions adoptées, voir chapitre II, résolutions AFRM/3, AFRM/4, AFRM/5, AFRM/6, AFRM/7 et AFRM/8.

## Chapitre VII

### EXAMEN DES ACTIVITES REGIONALES ET NATIONALES D'INFORMATION SUR LA CONFERENCE MONDIALE ET SON PROCESSUS PREPARATOIRE

42. La Réunion régionale a examiné le point 8, en même temps que les points 6 et 7 de l'ordre du jour, de sa 2ème à sa 7ème séance, les 2, 3 et 4 novembre 1992.

### Chapitre VIII

#### ADOPTION DU RAPPORT

43. La Réunion régionale a examiné le point 9 à sa 7ème séance, le 6 novembre 1992.
44. A la même séance, la Réunion régionale a pris note du rapport de la Commission de vérification des pouvoirs publié sous la cote A/CONF.157/AFRM/9.
45. A cette séance encore, la Réunion régionale était saisie, pour adoption, du rapport du Comité de rédaction contenant les projets de résolution et un projet de déclaration finale.
46. Les projets de résolution et le projet de déclaration finale ont été adoptés sans être mis aux voix.
47. Pour le texte de la déclaration finale adoptée, voir chapitre I, et pour celui des résolutions, voir chapitre II.
48. Toujours à la même séance, la Réunion régionale a adopté, sans le mettre aux voix, le rapport de la Réunion régionale pour l'Afrique publié sous la cote A/CONF.157/AFRM/L.1 et Add.1.

Annexe I

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la session.
2. Election du Bureau.
3. Etablissement de la Commission de vérification des pouvoirs.
4. Adoption de l'ordre du jour et du règlement intérieur.
5. Organisation des travaux.
6. Examen des questions concernant la protection et la promotion des droits de l'homme y compris l'application des instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme :
  - a) Responsabilité des individus, des groupes, des institutions et des organisations non gouvernementales en matière de protection et de promotion des droits de l'homme;
  - b) Rôle des gouvernements dans le renforcement de la promotion et de la protection des droits de l'homme;
  - c) Rôle des institutions nationales compétentes dans la promotion et la protection des droits de l'homme aux niveaux national et régional.
  - d) Droits de l'homme, démocratie et développement.
7. Examen des questions relatives aux objectifs de la Conférence mondiale qui revêtent une importance particulière pour la région : perspective régionale.
  - a) Elimination de l'apartheid et des nouvelles formes de racisme, de discrimination, de xénophobie et d'extrémisme religieux;
  - b) Obligation pour les Etats de coopérer et d'être solidaires dans la mise en oeuvre des droits économiques, sociaux et culturels, et en particulier dans la réalisation du droit au développement;
  - c) Relation entre les droits de l'homme et les situations humanitaires et évaluation de l'efficacité des réponses d'urgence, des stratégies et des mécanismes existants pour fournir une assistance rapide, appropriée et adéquate aux réfugiés et aux personnes déplacées en Afrique.
8. Examen des activités régionales et nationales d'information sur la Conférence mondiale et son processus préparatoire.
9. Adoption du rapport.



Annexe II

LISTE DES DOCUMENTS PUBLIES A L'OCCASION DE LA REUNION REGIONALE  
POUR L'AFRIQUE DE LA CONFERENCE MONDIALE SUR LES DROITS DE L'HOMME

Documents publiés dans la série générale

<u>Cote</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Titre</u>
A/CONF.157/AFRM/1/Rev.2	4	Note du secrétariat : Ordre du jour provisoire
A/CONF.157/AFRM/1/Rev.2/Add.1	4	Ordre du jour provisoire annoté établi par le Secrétaire général de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme
A/CONF.157/AFRM/2	6	Institutions et instruments régionaux relatifs aux droits de l'homme : rapport du Secrétaire général
A/CONF.157/AFRM/3	6	Ratification des divers instruments relatifs aux droits de l'homme ou adhésion à ces instruments : rapport du Secrétaire général
A/CONF.157/AFRM/4	6	Résolution de la Réunion consultative ouest-africaine sur les droits de l'homme : rapport du Secrétaire général
A/CONF.157/AFRM/6	7	Recommandations de l'Organisation égyptienne des droits de l'homme relatives à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme
A/CONF.157/AFRM/7	6 c)	Rapport du Colloque de journalistes
A/CONF.157/AFRM/8	7	Communication écrite présentée par Amnesty International
A/CONF.157/AFRM/9	3	Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs
A/CONF.157/AFRM/10 et Add.1 à 15	9	Rapport du Comité de rédaction

<u>Cote</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Titre</u>
A/CONF.157/AFRM/11	7	Communication écrite présentée par le Legal Research and Resource Centre for Human Rights
A/CONF.157/AFRM/12	6	Communication écrite présentée par l'Institut arabe des droits de l'homme
A/CONF.157/AFRM/13		Discours inaugural du Président de la République tunisienne
<u>Documents publiés dans la série limitée</u>		
A/CONF.157/AFRM/L.1 et Add.1	9	Projet de rapport de la Réunion régionale pour l'Afrique de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme
A/CONF.157/AFRM/L.2	6 d)	Bénin, Burkina Faso, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Maurice, Mauritanie, Namibie, Niger, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo : projet de résolution
A/CONF.157/AFRM/L.3	6	Burkina Faso, Guinée, Niger, Sénégal et Togo : projet de résolution
A/CONF.157/AFRM/L.4	6	Burundi, Cameroun et Tunisie : projet de résolution
A/CONF.157/AFRM/L.5	6	Tunisie : projet de résolution
A/CONF.157/AFRM/L.6	6 b)	Botswana, Kenya, Lesotho, Malawi, Namibie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Swaziland et Zimbabwe : projet de résolution

---